

<https://www.snetap-fsu.fr/Liberte-pedagogique-et-mise-en-oeuvre-de-la-loi-d-avenir.html>



**Liberté pédagogique et mise
en oeuvre de la loi
d'avenir...Que d'inquiétudes !
Déclaration de la FNAF CGT et
de l'ELAN COMMUN au CNEA
du 20 mai 2025**

- Nos Actions - Le SNETAP-FSU dans les instances - Conseil National de l'Enseignement Agricole (CNEA) -

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés

Nous sommes réunis ce matin pour un temps fort de l'actualité et du devenir de l'Enseignement agricole : la mise en oeuvre de la loi d'Orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations et les principes et recommandations pour aborder les questions socialement vives dans l'EA. Nous aurions pu nous réjouir que l'on débâte d'avenir et de politique éducative dans cette instance qui ne se réunit pas souvent en présentiel. Mais cela ne sera pas le cas.

D'abord, nous regretterons l'absence de Madame La Ministre, présidente de l'instance majeure de l'enseignement agricole mais une instance ignorée des Ministres depuis plus de 10 ans. Annie Genevard ne fera manifestement pas figure d'exception !

Ensuite et parce que les personnels de l'enseignement agricole public, le disent haut et fort, dans la rue, dans les [DRAAF](#), dans les médias, au Parlement, la loi d'Orientation pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations ne sera qu'une coquille vide si elle n'est pas obligatoirement accompagnée d'un budget adapté (non pas exceptionnel, quoique... mais a minima qui permette d'accueillir plus et mieux les jeunes et moins jeunes qui veulent se former dans l'[EAP](#)). Un budget qui non seulement ne supprime pas d'emplois, mais en planifie à la création en tant que de besoin afin que l'enseignement agricole soit en mesure de relever les défis démographiques et environnementaux qui sont devant nous ! C'est cela dont nous avons besoin.

Ce ne sera pas le cas non plus si cette loi non financée entraîne une cassure irrémédiable dans ce qui fait l'ADN de l'enseignement agricole à savoir être un outil de formation aux services des populations, des territoires surtout ruraux...en clair si l'enseignement agricole abandonne ce qui fait sa diversité et sa richesse : les formations non agricoles (services, environnement, aménagement paysager, filière commerce, filière générale)...Ce sont clairement les craintes avec ce qui se profilent, avec des [DRAAF](#) et/ou des conseils régionaux qui s'avancent sur cette voie récessive en commençant à se réclamer des attendus de cette loi.

Pas de réjouissance non plus quand, alors que nous alertons depuis des années, des menaces claires et des pressions avérées sur la liberté pédagogique des enseignant.es des lycées agricoles, des atteintes à la charte de la laïcité à l'école, sont recensées chaque mois. La [DGER](#) s'est engagée, à maintes reprises, pour traiter en [CNEA](#), de ce sujet, mais sans que ces engagements ne se traduisent dans les actes... Ce qui est sûr, c'est que ces derniers mois les menaces de certains syndicats, de certaines associations nous empêchent de faire notre métier : éveiller l'esprit des citoyen.nes-professionnel.les de demain, les préparer à réfléchir et agir dans un monde complexe. Or, si ce sujet est enfin porté à l'ordre du jour de notre instance, les documents prévus, loin de protéger les personnels, loin de les soutenir face aux pressions croissantes... semblent vouloir les renvoyer à leurs obligations, leurs responsabilités... de peur peut être éviter les sujets sensibles. Mais dans quel pays vit-on quand un syndicat professionnel dit, ordonne " sur ce sujet là : il n'y a pas de débat " ?

Nous participerons à ce CNEA, instance majeure, normalement, du dialogue social. Pourtant depuis décembre celui-ci fait défaut, c'est ce que des délégations de toutes les régions, à l'appel de l'Intersyndicale de l'EAP ([CGT](#) Agri, [FO](#) EA, [SNETAP-FSU](#), [SEA-UNSA](#), [SUD](#) RT), viendront dire à Paris, devant la DGER, devant le Ministère : pour dénoncer les suppressions de poste décidées dans le budget 2025 ; pour dénoncer la désorganisation de la rentrée 2025 et obtenir des garanties quant au schéma d'emplois à suivre pour 2026. Un dialogue aussi compliqué quand il y a 4 jours nous avons reçu plus de 50 pages de documents de toute nature...pour dialoguer ensemble ce matin et près de 140 pour le GT de cet après midi.